

Qatar

A. Progrès dans la mise en œuvre du standard minimum

Le Qatar compte 78 conventions fiscales en vigueur, comme l'indique sa réponse au questionnaire d'examen par les pairs. Trente-cinq de ces conventions sont conformes au standard minimum.

Le Qatar a signé l'IM en 2018 et a déposé son instrument de ratification le 23 décembre 2019. L'IM est entré en vigueur pour le Qatar le 1^{er} avril 2020. Le 25 novembre 2021, le Qatar a formulé une notification supplémentaire afin d'élargir la liste de conventions qui seront couvertes par l'IM. Les conventions qui seront modifiées par l'IM deviendront conformes au standard minimum une fois que les dispositions de l'IM auront pris effet.

Le Qatar n'a pas notifié ses conventions avec l'Argentine, l'Autriche, Guernesey, la Norvège, la Suisse et l'Ukraine aux fins de l'IM, mais a indiqué dans sa réponse au questionnaire d'examen par les pairs avoir pris des mesures (autres qu'au titre de l'IM) afin de mettre en œuvre le standard minimum dans les conventions conclues avec l'Argentine, l'Autriche, Guernesey, le Kazakhstan, la Norvège, la Suisse et l'Ukraine.

Le Qatar a signé un instrument bilatéral de mise en conformité concernant sa convention avec les Bermudes.

Le Qatar met en œuvre le standard minimum par l'inclusion de la déclaration du préambule et de la règle COP¹²⁵.

B. Conclusion

Aucune juridiction n'a signalé de préoccupation relative à ses conventions conclues avec le Qatar.

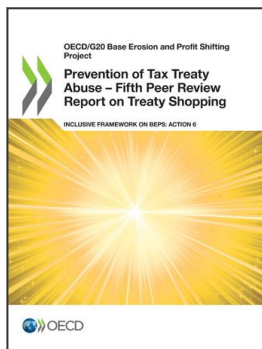
Synthèse de la réponse de la juridiction – Qatar

	1. Partenaires conventionnels	2. Conformité avec le standard	3. Signature d'un instrument de mise en conformité	4. Recours à la disposition relative au standard minimum
1	Afrique du Sud	Non	Oui, IM	COP
2	Albanie	Oui, IM		COP
3	Algérie*	Non	Non	COP
4	Argentine	Non.	Non.	
5	Arménie	Non	Oui, IM	COP
6	Autriche	Non	Non	COP
7	Azerbaïdjan*	Non	Non	COP
8	Barbade	Oui, IM		COP
9	Bélarus	Non	Non	COP
10	Bermudes	Non	Oui, autres	COP
11	Bosnie-Herzégovine	Oui, IM		COP
12	Brunei Darussalam	Non	Non	COP

¹²⁵ Pour ses conventions notifiées aux fins de l'IM, le Qatar choisit d'appliquer la disposition de la déclaration du préambule (article 6 de l'IM) et la règle COP (article 7 de l'IM).

13	Bulgarie	Non	Oui, IM	COP
14	Chine (République populaire de)	Non	Oui, IM	COP
15	Chypre*	Oui, IM		COP
16	Corée	Oui, IM		COP
17	Croatie	Oui, IM		COP
18	Cuba*	Non	Non	COP
19	Équateur*	Non	Non	COP
20	Espagne	Non	Oui, IM	COP
21	Fédération de Russie	Oui, IM		COP
22	Fidji*	Non	Oui, IM	COP
23	France	Oui, IM		COP
24	Géorgie	Non	Non	COP
25	Grèce	Oui, IM		COP
26	Guernesey	Non	Non	COP
27	Hong Kong (Chine)	Non	Oui, IM	COP
28	Hongrie	Oui, IM		COP
29	Île de Man	Oui, IM		COP
30	Inde	Oui, IM		COP
31	Indonésie	Oui, IM		COP
32	Iran*	Non	Non	COP
33	Irlande	Oui, IM		COP
34	Italie	Non	Oui, IM	COP
35	Japon	Oui, IM		COP
36	Jersey	Oui, IM		COP
37	Jordanie	Oui, IM		COP
38	Kazakhstan	Oui, IM		COP
39	Kenya	Non	Oui, IM	COP
40	Kirghizistan*	Non	Non	COP
41	Lettonie	Oui, IM		COP
42	Liban*	Non	Non	COP
43	Luxembourg	Oui, IM		COP
44	Macédoine du Nord	Non	Oui, IM	COP
45	Malaisie	Oui, IM		COP
46	Malte	Oui, IM		COP
47	Maroc	Non	Oui, IM	COP
48	Maurice	Oui, IM		COP
49	Mexique	Non	Oui, IM	COP
50	Monaco	Oui, IM		COP
51	Népal*	Non	Non	COP
52	Nigéria	Non	Oui, IM	COP
53	Norvège	Non	Non	
54	Pakistan	Oui, IM		COP
55	Panama	Oui, IM		COP
56	Pays-Bas	Oui, IM		COP
57	Philippines*	Non	Non	COP
58	Pologne	Oui, IM		COP
59	Portugal	Oui, IM		COP
60	République arabe syrienne*	Non	Non	COP
61	Roumanie	Non	Oui, IM	COP
62	Royaume-Uni	Oui, IM		COP
63	Saint-Marin	Oui, IM		COP
64	Sénégal	Non	Oui, IM	COP
65	Serbie	Oui, IM		COP

66	Seychelles	Non	Oui, IM	COP
67	Singapour	Oui, IM		COP
68	Slovénie	Oui, IM		COP
69	Soudan*	Non	Non	COP
70	Sri Lanka	Non	Non	COP
71	Suisse	Non	Non	COP
72	Tchad*	Non	Non	COP
73	Tunisie	Non	Oui, IM	COP
74	Türkiye	Non	Oui, IM	COP
75	Ukraine	Non	Non	COP
76	Venezuela*	Non	Non	COP
77	Viet Nam	Non	Oui, IM	COP
78	Yémen*	Non	Non	COP



Extrait de :

Prevention of Tax Treaty Abuse – Fifth Peer Review Report on Treaty Shopping

Inclusive Framework on BEPS: Action 6

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9afac47c-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2023), « Qatar », dans *Prevention of Tax Treaty Abuse – Fifth Peer Review Report on Treaty Shopping : Inclusive Framework on BEPS: Action 6*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/44d29368-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.